

## Intervention Côte d'Ivoire SESSION 5

- Rôle de la statistique comme « outil d'aide à la prise de décisions » :
  - Un instrument « indispensable » pour la conduite du développement en général, dans la promotion d'une gouvernance de qualité et dans l'amélioration des processus démocratiques » ;
  - Permet de connaître la réalité de la situation nationale comme internationale ;
  - Constitue un outil « nécessaire » pour la planification, la prévision, la décision, la gestion ou encore la recherche.
- Activités de l'Institut National de la Statistique en tant que technicien et vis-à-vis des Indicateurs de Gouvernance, de Paix et de Sécurité (GPS), et ensuite sur les préoccupations soulignées par cet atelier.
  - **Expérience 1 :** Enquête sur le Niveau de vie des ménages (ENV) de 2015, la Côte d'Ivoire, à travers l'Institut National de la Statistique, a mené sa 1ère enquête GPS avec l'appui technique et financier du PNUD. La collecte auprès des ménages a porté sur 3082 ménages. Quant au volet Administratif, il a concerné les principales institutions publiques.

Le Rapport des Indicateurs GPS 2015 a été présenté en décembre 2015 aux députés. Seules les données relatives aux ménages ont été traitées. Les métadonnées des structures ont été intégrées au rapport mais sans traitement. Ce rapport a été juste présenté et pas vraiment disséminer comme prévu.
  - **Expérience 2 :** Dans le cadre du Programme Statistique Régional de l'UEMOA, avec l'appui financier de l'UEMOA et de la Banque Mondiale, l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI ESI) 2017-2018 y arrimant un volet de l'Enquête GPS. Le processus de traitement des données « ménage » collectée en 2018 est à son terme.

Selon le calendrier sous-régional, la diffusion des résultats prévue à fin octobre 2019 a été reporté à une date ultérieure.

Le volet Administratif de l'enquête GPS de 2018 n'a pas pu être réalisé. (les différentes requêtes adressées au PNUD, principal partenaire de la Côte d'Ivoire sont restées sans suite).
- **Souci de Périodicité et de comparabilité des données**
  - En 2015 par la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance. Enquête Corruption d'Abidjan a permis d'avoir un aperçu de la connaissance de la population en matière de notion de « corruption » et des actes assimilés ainsi que de connaître le niveau de confiance de la population vis-à-vis des institutions de la République.
  - En 2018, l'INS a menée pour le compte de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, Etude sur la Cartographie des Secteurs exposés aux Risques de la Corruption. Elle visait à obtenir un aperçu du niveau de vulnérabilité des administrations publiques face à la corruption, et à mettre en exergue les secteurs identifiés comme des fortes poches de corruption. Le rapport est disponible.

- Depuis juin 2019, la Côte d'Ivoire a été reconduite en qualité de membre au sein du Groupe de PRAIA à Tunis.
- L'Enquête annuelle GPS dont les travaux sont en préparation, consistera à la collecte des données de source administrative. Les activités menées à ce jour portent sur :
  - ✓ La mise en place du dispositif de collecte actualisé intégrant les indicateurs ODD 16 ;
  - ✓ Une proposition de variables et l'identification des potentielles sources de renseignement des indicateurs ODD 16(ODD 16.1, 16.2, 16.3, 16.4, 16.5, 16.6, 16.7, 16.8, 16.9, 6.10, 16.a, 16.b) ;
  - ✓ La prise en compte des indicateurs de solidarité et de cohésion sociale suite à la mise en place d'un cadre de travail entre l'INS et l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS).
- Le MAEP en relation avec l'INS envisage la construction d'un Indice de Gouvernance Nationale ayant pour but principal d'éclairer les décideurs en fournissant des recommandations pratiques pour élaborer des politiques et opérer les réformes institutionnelles afin d'aider les pays africains dans la gouvernance. Cet indice aura l'avantage de tenir compte des spécificités nationales sans toutefois s'écarter des exigences internationales (Agenda 2063 de l'Union Africaine des Objectifs de Développement Durable, de l'Agenda 2030) dans lesquelles le gouvernement s'est également engagé.

## **ACTIVITES ODD**

- Le processus de la première revue des statistiques sur les ODD conduit sur la période 2014-2016 a permis de disposer de trois livrables : le rapport sur la situation de référence des indicateurs ODD, les plaquettes de communication sur les ODD (flyers), la matrice des indicateurs des ODD. Les activités réalisées à ce jour portent sur :
  - La conception d'une plateforme sur les ODD, en vue de la vulgarisation de la base de données. Une page dédiée aux ODD a été créée sur le site internet de l'INS en vue de la diffusion des différents livrables ;
  - Les différents livrables, notamment la matrice des données et le rapport sur la situation de référence ont été produit ;
  - La participation aux ateliers nationaux et internationaux sur le Rapport National Volontaire VNR ;
  - La participation de l'INS en relation avec la Direction Générale du Plan à la réunion de lancement du rapport régional de suivi des plans nationaux de développement (PND) et stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) axé sur les objectifs de développement durable (ODD), tenue à Ouagadougou, les 26-28 juin 2019.

**La SHaSa** est, au-delà de l'harmonisation, un cadre parfait d'échanges d'expérience.

Les différentes évaluations par les Pairs sont un cadre parfait pour tout système statistique en quête de perfectionnement.

La question statistique n'est pas un sujet commun pour l'individu lambda. La culture statistique n'est pas la même selon les individus.

La diffusion est le véritable problème.

**LA DESAGREGATION** en tant que telle ne constitue pas un véritable problème en soi. La difficulté provient des ressources nécessaires à la réalisation de ces enquêtes au niveau national et infranational d'où l'utilisation d'un échantillon. En Côte d'Ivoire, nous avons 31 régions et 2 Districts Autonomes, 108 départements et 509 sous-préfectures. Le processus de collecte est très onéreux.

### **CADRE JURIDIQUE NATIONAL RESOUDRE LE PROBLEME DE SECURISATION DES DONNEES ET DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE**

En Côte d'Ivoire, il existe la loi N° 2013-537 relative à l'organisation du Système Statistique National, elle consacre des articles 1, 8 et 9 relatifs à la protection des données individuelles, des fichiers administratifs, ...

### **Pour conclure**

- Notre objectif en tant que producteur de données est d'aller au-delà « de renseigner des cadres globaux de développement ».
- Nous avons établi un cadre de coordination qui marche moyennement malheureusement à part pour des questions spécifiques.
- Nous voulons en tant qu' « outil indispensable à la transmission et à l'analyse de l'information, accroître la compréhension de problèmes communs, expliquer les actions entreprises, susciter l'intérêt et l'adhésion du public, et favoriser la cohésion sociale ».
- La notion de la statistique n'est pas un sujet commun pour l'individu lambda. La culture statistique n'est pas évidente dans mon pays au-delà d'une certaine tranche de la population ??
- La donnée une fois produite n'a d'importance que si elle est mise à la disposition des utilisateurs. (Qui est un maillon important de la chaîne car étant au début et à la fin du processus).
- L'élaboration de policy briefs sur les données GPS de 2015 et 2018 est en cours.
- **La question de la diffusion des données produites reste un véritable challenge pour nous.**